

CSA-R EMA

du 4 Juin 2026

Monsieur le Président,
Mesdames et messieurs,

Ce CSA-R-EMA sera le dernier pour certains avant les élections professionnelles de fin d'année.

Pour un premier mandat au CSA-R EMA, **FO Défense** souhaite dresser un bilan clair. Durant ce mandat, nous avons porté les inquiétudes des agents et défendu avec détermination les intérêts des personnels civils du périmètre EMA (PCRL, IMOMA, Transformations, Attractivité et fidélisation, perte du pouvoir d'achat...)

Certes tous les dossiers n'ont pas abouti pour l'instant, mais nous sommes conscients de la qualité des échanges. Cependant, **FO Défense** restera attentive à leur résolution dans des délais acceptables.

Pour **FO Défense**, la réforme de la fonction AdP-PC n'a pas été abordée avec la même rigueur que l'AdP-PM.

De nombreux postes ne sont toujours pas armés dans certains pôles RH. Qui sera en charge de la gestion des dossiers et quel en sera l'impact sur les agents concernés ? De plus, les tâches qui étaient accomplies par les bureaux personnels civils (BPC) n'ont pas été listées dans leur intégralité, de ce fait la CARTEC a été sous-évaluée. Quelles sont les solutions envisagées à court terme ?

Dans le cadre des futures élections professionnelles, une actualisation des listes a été centralisée par les BdD avec plus ou moins de réussite.

FO Défense reste vigilante en attendant les listes consolidées qui seront transmises par la DRH-MD.

Les élections professionnelles se tiendront en fin d'année, de nombreuses modifications ont été choisies par l'administration :

- Evolution du périmètre pour certains électeurs ;
- Diminution du nombre de CAPSO ;
- Suppression du nombre de FS.

FO Défense rappelle son opposition à la réforme des CAPSO et à la suppression de certaines FS d'emprises qui visent à dégrader le dialogue social.

La proximité et l'ancrage local étant la base de la Santé Sécurité au Travail (SST), la cartographie de ces nouvelles FS aura un impact sur les conseillers prévention des BdD, les CPRP, les personnels des instances :

- Surcharge de travail,
- Dégradation du travail de terrain et perte de proximité,
- Quid de la visite des locaux !!!

Dans le cadre des élections blanches, **FO Défense** souhaite obtenir un bilan sur le périmètre du CSA-R EMA.

Le coût des carburants a un impact sur le budget des agents du ministère. Ce ne sont pas les mesures mises en place par le Gouvernement qui permettront de compenser le manque à gagner. Est-ce que notre ministère rencontre un problème pour l'application de la circulaire du ministère de l'action et des comptes publics du 5 mai 2026 ?

De plus, aucune mesure significative n'a été mise en place pour améliorer les transports collectifs locaux, bien que des ressources soient disponibles pour diminuer les frais liés aux trajets domicile-travail.

L'adoption du projet de loi d'actualisation de la loi de programmation militaire d'un montant de 36 milliards supplémentaires, justifiée dans un contexte marqué par les guerres en Ukraine et au Moyen-Orient, est en débat au Parlement. Compte tenu du budget global, une aide financière pour nos personnels, quelle qu'en soit la forme, ne paraît donc pas insurmontable.

FO Défense réclame l'instauration d'une aide spécifique au carburant pour les agents du ministère, sous forme de chèques ou d'indemnités accessibles au plus grand nombre. Nous demandons également le développement, voire le rétablissement, des transports collectifs internes, ainsi que la promotion active du covoiturage. Enfin, **FO Défense** souligne que le télétravail ne peut être une solution viable sans les moyens adaptés : de nombreux agents ne disposent toujours pas des équipements nécessaires, tels que des clés TOKEN et des accès informatiques fonctionnels.

Pour conclure, face à un contexte économique difficile marqué par le gel du point d'indice, la stagnation du CIA, l'arrêt de la GIPA, la hausse des carburants et une inflation de 2,4%, la question du maintien du pouvoir d'achat des agents du ministère des Armées devient vitale. Le syndicat de la fiche de paye en fait sa priorité.

Dans ce climat de tensions internationales croissantes où le risque de conflit s'intensifie, **FO Défense** rappelle que le personnel civil sera présent en soutien des forces armées. Pourtant, à ces agents engagés, adaptables et résilients, on ne cesse de répéter, avec une constance déconcertante, qu'il leur faudra encore patienter pour des améliorations concrètes. Pour **FO Défense** ce discours n'est ni entendable ni acceptable.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, merci de votre attention.

Paris le 4 juin 2026

